

Pour diffusion immédiate

*Also available in English*

## ÉTUDIANTS ET COMMUNAUTÉS DE SIX VILLES APPUIENT L'APPEL D'UN SÉNATEUR À RÉFORMER LE RÉGIME D'ACCÈS AUX MÉDICAMENTS

TORONTO, 1<sup>er</sup> avril 2009 — Moins d'une semaine après l'avoir promis, le sénateur Yoine Goldstein a **déposé un projet de loi pour réformer le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM)**. Aujourd'hui, dans six villes, des étudiant-es et membres de la communauté font écho à sa demande de changement en manifestant lors d'événements de la **Journée nationale d'action et de sensibilisation au sujet du RCAM**.

La semaine dernière le sénateur Goldstein a été l'hôte d'un panel d'experts, sur la Colline parlementaire d'Ottawa, où il a proposé de simplifier le mécanisme qui vise à fournir des médicaments anti-VIH à prix abordable aux pays en développement. Son appel a été appuyé par des experts de renom, comme **Stephen Lewis**, ancien Envoyé spécial des Nations Unies pour le VIH/sida en Afrique, et **Nigel Fisher**, président et chef de la direction d'UNICEF Canada.

Des sympathisants manifestent aujourd'hui leur appui à cette réforme, **dans six villes du Canada**, et attirent l'attention en lançant une **campagne de cartes postales** pour inciter les député-es au palier fédéral à appuyer le projet de loi. Lorsque le RCAM fut adopté aux Communes, il y a près de cinq ans, il a reçu l'appui de tous les partis politiques. Les organisateurs espèrent qu'il en sera de même pour simplifier les règles, à présent.

« Le mécanisme en vigueur dans la loi ne fonctionne carrément pas », résume **Richard Elliott**, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Le RCAM existe depuis près de cinq ans mais n'a servi qu'une fois : pour une seule livraison, d'un seul médicament anti-sida, à un seul pays. Le besoin est énorme, mais le RCAM n'est simplement pas assez pratique et convivial pour les utilisateurs éventuels, dans sa forme présente. Le projet de loi S-232, introduit au Parlement hier par le Sénateur Goldstein, préconise cette approche plus efficace. »

Témoignant au Parlement, le Réseau juridique et d'autres ONG ont décrit comment l'on devrait simplifier les règles du RCAM et en éliminer l'obligation de négociations distinctes avec les titulaires de brevets pour chaque commande d'un médicament et pour chaque pays acquéreur – pour remplacer cette formule par une « solution à licence unique ».

Le plus grand fabricant canadien de médicaments génériques, Apotex, s'est engagé à produire une version à plus bas prix d'un important médicament anti-sida pour les bébés et enfants, à condition que le fonctionnement de la loi du RCAM soit épuré.

Récemment, la *Campagne de grands-mères à grands-mères*, qui a vu le jour en guise d'appui aux grands-mères du continent africain, a recueilli plus de 32 000 signatures dans une pétition qui inclut l'appui à la réforme du RCAM. La pétition a récemment été déposée en Chambre par 12 députés représentant tous les partis.

« **Nous implorons les parlementaires à entendre le message des Canadiens et Canadiennes**, qui demandent au gouvernement de tenir promesse », souligne M. Elliott. « Chaque jour compte, pour les personnes qui meurent parce qu'elles n'ont pas les médicaments qui les sauveraient. Cela inclut des centaines de milliers d'enfants qui ont le VIH/sida et qui, en grand nombre, mourront avant l'âge de deux ans si nous n'agissons pas. Tout délai est inexcusable. Il faut rendre le RCAM efficace dès maintenant, » déclare M. Elliott. « Le Sénat doit agir rapidement pour adopter le projet de loi S-232 et il faudrait qu'on voit une action correspondante à la Chambre des Communes. »

Des événements de cette Journée nationale d'action ont lieu aujourd'hui à **Montréal, Halifax, Ottawa, Toronto, Winnipeg et Vancouver** (détails ci-dessous). Outre une campagne de cartes postales, les méthodes de sensibilisation incluent « La roue de la vie » (parodie d'émission de jeu) et la distribution de pilules symboliques. Des documents d'information sont accessibles à [www.aidslaw.ca/rcam](http://www.aidslaw.ca/rcam).

Le Réseau juridique canadien VIH/sida ([www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca)) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Il est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :  
Gilles Marchildon  
Directeur des communications  
Réseau juridique canadien VIH/sida  
Tél. : +1 416 595-1666 (poste 228) / Cellu. : +1 416 278-3750  
Courriel : [gmarchildon@aidslaw.ca](mailto:gmarchildon@aidslaw.ca)

**Lieux** des événements de la Journée nationale d'action, ce mercredi **1<sup>er</sup> avril 2009** (ce n'est pas un Poisson pour autant).

**Montréal : à l'angle des rues Milton et University (Université McGill)  
et au 585 Ste-Catherine Ouest**  
De 12 h 30 à 13 h 30 (heure locale)

**Halifax : Sir Charles Tupper Medical Building, Campus Université Dalhousie**  
De midi à 13 h 00 (heure locale)

**Ottawa : sur la Colline parlementaire (à côté de la Flamme du Centenaire)**  
De 12 h 30 à 13 h 30 (heure locale)

**Toronto : dans l'entrée de l'immeuble Leslie Dan Faculty of Pharmacy au 144, rue  
College Street, juste à l'ouest de Queen's Park Crescent**  
De 12 h 30 à 13 h 30 (heure locale)

**Winnipeg : à l'Université de Winnipeg**  
De 12 h 30 à 13 h 30 (heure locale)

**Vancouver : à la Vancouver Public Library, 350 West Georgia Street**  
De midi à 13 h 00 (heure locale)